

Après dix ans d'une crise mondialisée qui n'en finit pas, quel programme politique pour les luttes des travailleurs et des peuples ?

Dix ans après le déclenchement de la crise en 2007 aux Etats-Unis, et malgré le coût exorbitant que les Etats ont fait payer aux classes populaires pour prétendument y mettre un terme, la « sortie du tunnel » n'est toujours pas en vue, et les attaques continuent de plus belle.

La crise de 2007 était le produit des trois décennies de mondialisation libérale et impérialiste, à travers lesquelles, à partir de 1980, les trusts impérialistes ont restauré leurs profits qui s'étaient effondrés dans la crise des années 1970. Elle est l'aboutissement de trente années d'attaques contre les travailleurs du monde entier pour piller toujours plus de plus-value, tandis que s'envolaient profits, spéculation et « économie de la dette »...



Le krach généralisé de 2007-2008 est venu stopper brutalement cette folie, entraînant la mise en œuvre par les Etats et les institutions financières d'un plan systématique de sauvegarde du système financier qu'ils font durement payer aux classes populaires.

Ce plan ne pouvait qu'aggraver les facteurs de crise. Tout est réuni aujourd'hui, malgré tous les discours optimistes, pour que se déclenche un nouvel épisode, encore plus aigu, de la crise.



Cette incapacité à sortir de la crise est le signe que le capitalisme a épuisé toutes ses possibilités de développement, le signe de la faillite de l'économie de marché, d'une société basée sur l'exploitation du travail salarié, sur la propriété privée des moyens de production et d'échange.

**PRENONS
NOS AFFAIRES EN
MAIN!**

La seule issue possible à l'impasse dans laquelle la faillite du capitalisme mondialisé nous enferme est portée par la révolte sociale qu'elle suscite dans la classe ouvrière du monde entier.

A condition qu'elle prenne conscience de sa force, de la communauté de ses intérêts, par-dessus les frontières, et du rôle qui lui incombe.

A condition qu'elle donne un programme politique à ses mobilisations sociales, un programme pour un changement révolutionnaire de société.

Le capitalisme incapable de sortir de sa propre crise !

Dix ans après le déclenchement de la crise de 2007-2008, l'économie reste dans un état de stagnation chronique.

L'effondrement de la bulle spéculative immobilière aux Etats-Unis, la crise des subprimes, avait été le déclencheur d'une crise financière globalisée et d'une récession massive de l'économie mondiale : effondrement du commerce international, chute des investissements, faillites d'entreprises en cascades. Les travailleurs et les peuples en ont payé le prix fort par la ruine, le chômage massif, la précarisation accrue...

Les mesures prises depuis par les Etats et les institutions financières internationales pour éviter l'effondrement général de l'économie n'ont fait que créer les conditions d'une nouvelle crise.

Chronique d'une prochaine crise annoncée

Le sauvetage du système financier international a consisté à faire payer la facture aux populations laborieuses. Les Etats ont garanti les profits de la minorité de parasites à coups de milliers de milliards injectés dans la finance mais aussi dans l'économie productive.

Ces sommes mirobolantes ont été prises sur les deniers publics. La dette privée des banques est devenue la dette publique des Etats, que partout ces derniers font payer aux populations et aux salariés par des politiques draconiennes d'austérité.

Aujourd'hui, les banques centrales comme la BCE (Banque centrale européenne) ou la FED (Réserve fédérale américaine), ont pris le relais des Etats. C'est 60 milliards d'euros par mois que la BCE continue de verser gratuitement aux banques privées, mais aussi à des multinationales comme Total, Danone ou Volkswagen.

A défaut de réponses à leur crise et aux besoins des populations et de toute la société, les capitalistes foncent aveuglément vers une prochaine crise financière annoncée.



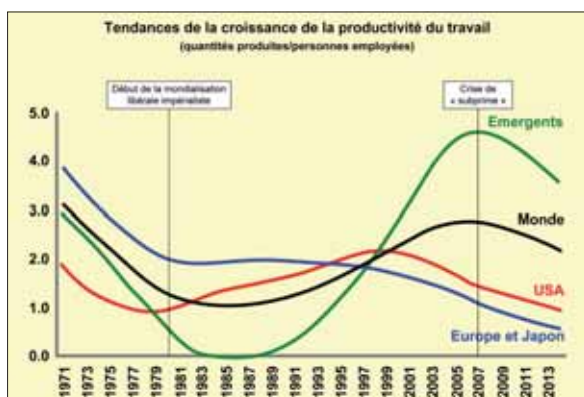
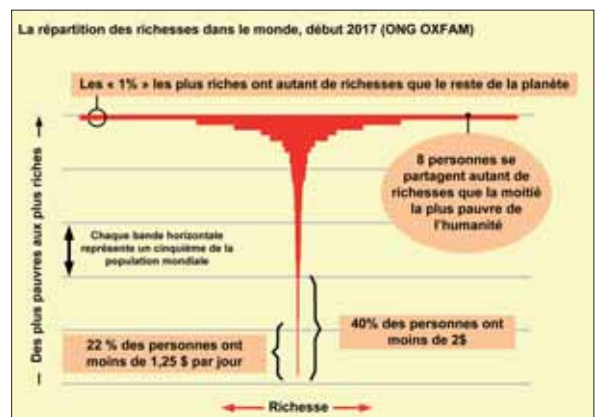
L'économie mondiale incapable de trouver un nouveau souffle

Les sommes considérables englouties n'ont pas eu d'autre effet que de faire repartir la machine à profits. Des profits purement spéculatifs, incapables de faire redémarrer l'économie productive.



D'après ONG Oxfam - janvier 2017

Les cures d'austérité imposées aux travailleurs des pays riches et aux peuples pour sauver la machine à profits ont abouti au creusement des inégalités. Elles ont plongé de toujours plus larges masses dans le dénuement tandis que les richesses se concentrent aux mains de quelques-uns. Les 1 % les plus riches détiennent autant de richesses que le reste de la planète.



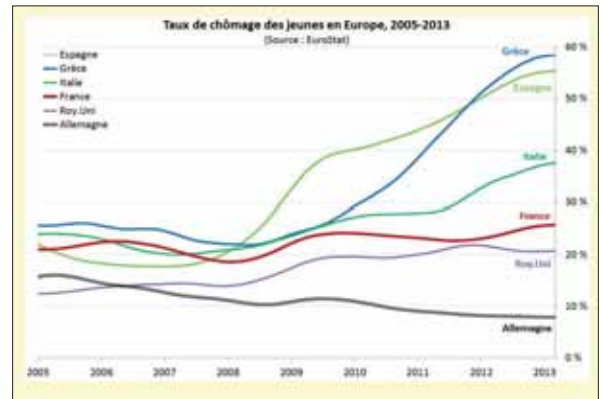
Le recul généralisé des conditions de vie des masses paupérisées, la baisse du pouvoir d'achat pour le plus grand nombre restreignent d'autant les possibilités de relance de la consommation. La Chine dont la croissance tirait l'économie mondiale s'essouffle du fait du rétrécissement des marchés.

Malgré les milliards injectés, l'économie reste embourbée dans une récession chronique.

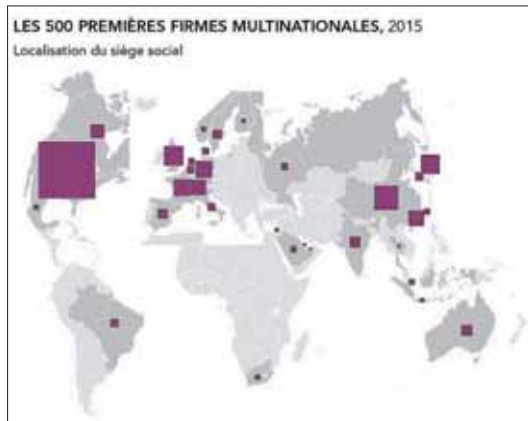
La concurrence mondialisée

Les progrès technologiques qui devraient permettre à l'humanité de s'émanciper ne servent que la course aux profits et accentuent la mise en concurrence des travailleurs à l'échelle mondiale.

Dans le monde ouvert à la circulation des marchandises et des capitaux, la classe ouvrière des pays riches est mise en concurrence directe avec celle des pays pauvres. Elle est maintenue sous la menace permanente des délocalisations, du chômage, des attaques contre ses droits. Dans les pays pauvres ou émergents, les travailleurs salariés sont mis en concurrence avec les masses paysannes poussées à la ruine qui affluent sur le marché du travail. C'est la mondialisation de l'exploitation salariée, une seule et même classe ouvrière exploitée par les multinationales aux quatre coins de la planète.



La production et les échanges soumis à la rentabilité du capital



En quelques décennies, les grandes firmes impérialistes sont devenues des multinationales, en implantant partout des filiales de production, pour surexploiter les travailleurs avec des salaires de misères et les pires conditions de travail. Elles ont créé un gigantesque réseau qui s'étend sur toute la planète, en s'appuyant sur le développement des « nouvelles technologies », informatique, réseaux de communication... Elles exercent une véritable dictature sur l'ensemble de la production, dans tous les secteurs économiques : financier, industriels, miniers, agro-alimentaires, distribution, pharmacie, services...

La production de pays entiers dépend de leurs choix économiques et financiers, et donc la vie de centaines de millions d'hommes et de femmes.

Les capitaux sont investis ou brutalement retirés de la production en fonction des seuls taux de profits, au mépris des conséquences désastreuses sur les populations et sur l'environnement.

En quelques décennies, la Chine a développé ses propres multinationales qui entrent en concurrence avec celles des autres grandes puissances. Les rapports de force internationaux s'en trouvent bouleversés. Les discours sur la « libre concurrence » qui accompagnaient la mondialisation ont laissé place aux discours protectionnistes à la Trump.

La guerre économique fait rage, préparant la guerre tout court.



Dettes, euphorie boursière et bulle spéculative... préparent un nouveau krack

Les multinationales tirent de l'exploitation du monde des masses exorbitantes de capitaux, qui doivent s'investir pour dégager de nouvelles plus-values. Mais les marchés mondiaux s'essouffent et les investissements productifs diminuent. Les capitaux disponibles dépassent de beaucoup la croissance mondiale de la production de biens et de service, et alimentent une spéculation effrénée.



Aujourd'hui, à peine un peu plus de 1 % des transactions financières mondiales correspondent à un échange réel de biens et de service. Les 99 restants donnent une idée de la démesure de la fuite en avant spéculative du capital et de son niveau de parasitisme.

La domination de la finance sur l'économie a comme corollaire la dette. L'économie ne tient qu'au prix d'un endettement généralisé, par le crédit aux ménages paupérisés, aux entreprises, et aux Etats. C'est de l'explosion de la bulle spéculative du crédit immobilier aux Etats-Unis en 2007 qu'était partie la crise actuelle. Mais rien n'a changé aujourd'hui, bien au contraire, l'« économie de la dette » tourne de plus belle...



Injecter des milliards de capitaux dans l'économie : telle était la réponse des capitalistes à la crise de 2007-2008. Ils n'ont fait que nourrir la fuite en avant spéculative qui menace l'économie mondiale d'un nouveau krack inéluctable, de nouveaux effondrements destructeurs alors que l'économie est plongée dans une stagnation dont elle est incapable de sortir.



Accentuation de la lutte de classe et fuite en avant réactionnaire

Le parasitisme de l'oligarchie financière a plongé le monde dans une crise généralisée. Les travailleurs et les peuples paient au prix fort la course au profit, la concurrence et la guerre que se mènent les Etats pour contrôler les matières premières et les marchés. Ce pillage généralisé du monde ne laisse aucune région indemne.

Intensification de la guerre faite aux peuples et aux pauvres

Les rivalités sont exacerbées entre les principales puissances mais aussi entre ces dernières et des Etats moins riches, les puissances régionales qui cherchent à conserver ou acquérir leur part des marchés. Menaces, crises diplomatiques, chantages et surenchères inquiétantes se multiplient... Les USA ont annoncé l'envoi de 11 000 militaires en Afghanistan, et Trump a depuis déclaré, visant l'Iran, la Corée du Nord, et le monde entier derrière eux : « *L'Amérique, c'est le bien [...] nous aurons l'armée la plus puissante que nous ayons jamais eue* ».



Afghanistan 2017



Centre Afrique

La guerre fait rage en Irak, en Afghanistan, en Syrie, en Libye, en Palestine... mais aussi dans de nombreux pays africains où les armées occidentales, en particulier l'armée française, maintiennent leur « *ordre* » pour que leurs multinationales puissent piller « en paix »...

La guerre faite aux peuples, la violence, l'exploitation et la misère poussent des

millions de femmes, d'hommes, d'enfants à fuir, errer de frontière en frontière, de camps en bidonvilles sur tous les continents. Une crise humanitaire sans précédent.



Réfugiés Rohingya



Camp Grande Synthe

Montée des régimes autoritaires et des extrême-droites



Réunion de l'extrême droite européenne - janvier 2017

La faillite des classes dominantes se traduit par la montée des forces réactionnaires.

Les bourgeoisies cherchent à dévoyer la révolte des classes populaires pour tenter de les associer à leur politique, à la défense de leurs intérêts. Elles flattent le nationalisme, utilisent le racisme et la xénophobie, les religions et tous les préjugés pour mieux soumettre et diviser les travailleurs et les peuples, museler toute opposition. Trump, Poutine, Erdogan et bien d'autres..., les régimes autoritaires, dictatoriaux, se multiplient, menant l'offensive contre les classes exploitées.

Dans le même temps, on assiste à une montée des extrêmes droites. Dans toute l'Europe (France, Allemagne, Pays bas, Danemark, Autriche, Grèce, Suède, Bulgarie, Italie...) mais aussi aux USA, en Australie, en Inde, etc., les partis d'extrême-droite tentent d'opposer les opprimés entre eux, prenant travailleurs immigrés et réfugiés comme boucs émissaires, un piège mortel pour les classes populaires.

Daesh, Al Qaida, fruits du chaos et de la lutte pour l'appropriation des richesses

La concurrence mondialisée a modifié les rapports de forces à l'échelle internationale. De nouvelles forces sont apparues tels Daesh ou Al Qaida, produits de la décomposition libérale et des guerres impérialistes, qui aspirent à prendre leur part dans la lutte pour l'appropriation des richesses, utilisant le terrorisme djihadiste.

La guerre que mènent les grandes puissances prétendent « *contre le terrorisme* » est une guerre pour perpétuer leur propre hégémonie, qui ne peut que nourrir un peu plus le terrorisme. Elle sert d'alibi à une intensification de la répression dans leur propre pays pour museler révolte et contestation et à l'instauration de régimes d'exception tel l'état d'urgence.



Attentat à Kaboul - 90 morts - mai 2017

Solidarité internationale des exploités-e-s !

Face au chaos et à l'ensemble des idéologies réactionnaires semeuses de haine qui tentent de soumettre et diviser les classes populaires, nous militons pour l'unité de la classe ouvrière et des peuples par-delà les frontières. Nous combattons toutes les oppressions et militons pour l'émancipation, contre l'obscurantisme, la xénophobie, le racisme, pour unir les opprimé-e-s du monde entier.

L'impasse des politiques réformistes

Faillite politique des vieux partis et du réformisme

Dans de nombreux pays, les partis qui ont mené depuis les années 80 l'offensive libérale contre les classes populaires, se relayant au pouvoir ou y cohabitant, sont aujourd'hui en crise majeure. En France, le PS et le PCF, issus de l'histoire du mouvement ouvrier, s'effondrent.



En 1972, Mitterrand (PS), Marchais (PC) et Fabre (MRG) signent le «programme commun de la gauche» pour la présidentielle de 1974



Mitterrand l'emportera 7 ans plus tard... Le premier gouvernement Mauroy comprendra 4 ministres PCF : Ralite, Fiterman, Le Pors et Rigout



Emmanuel Macron
38 ans, né à Amiens en 1977

- 1999-2004** Assistant du philosophe Paul Ricoeur durant ses études puis inspecteur des Finances après Sciences Po (2001) et l'ENA en 2004
- 2006-2009** Adhère au Parti socialiste
- 2008-2012** Banquier d'affaires chez Rothschild & Cie, dont il devient associé en 2010 et gérant en 2012
- 2012-2014** Secrétaire général adjoint de la présidence de la République
- 2014-2016** Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique (sans étiquette)
- Avril 2016** Fonde le mouvement «En marche !», qualifié de «transpartisans»
- 30 août 2016** Annonce sa démission du gouvernement

La victoire de Macron s'inscrit dans cette évolution, il est le produit du discrédit des vieux partis et prend le relais de la droite et de la gauche déconsidérées. Sélectionné et formé au sein de la grande bourgeoisie, il prolonge en les aggravant les politiques engagées par Sarkozy puis Hollande.

Son rôle est de mobiliser tout ce que le pays compte de « cadres », petits chefs ou aspirants le devenir, pour amplifier l'exploitation. Son message est clair : lâchez-vous ! Haro sur les travailleurs « *fainéants et cyniques* », les « *illettrés* », « *ceux qui ne sont rien* », « *ceux qui foutent le bordel* » ! Une violence très calculée.

Celui qui prétendait offrir -à ceux qui voulaient bien le croire- une alternative face à la menace de Le Pen, s'est engagé dans une surenchère réactionnaire pour mieux mobiliser le personnel intermédiaire de la bourgeoisie contre les travailleurs... Il prépare ainsi on ne peut plus sûrement le terrain à l'extrême-droite ou à la droite extrême. Et cela d'autant mieux que les différentes fractions de la droite sont lancées dans une fuite en avant anti-démocratique, xénophobe, nationaliste...

La France Insoumise est née de la faillite du PS et du PCF. De nombreux militants à la recherche d'une nouvelle dynamique regardent avec espoir vers elle. Mais la perspective politique qu'elle porte, que formule clairement Mélenchon, est entièrement soumise aux jeux institutionnels. La perspective que porte la FI est de même nature que celle de feu « l'union de la gauche », substituant le « peuple français » à la classe ouvrière...

Cette politique est une impasse pour le monde du travail. Toute l'histoire récente illustre à quel point les politiques réformistes sont incapables ne serait-ce que de freiner l'offensive de la finance contre le monde du travail. Pire, tous les partis réformistes parvenus au pouvoir depuis le début de l'offensive libérale ont activement mené des politiques anti-ouvrières, contribuant à désarmer le monde du travail et les classes populaires. C'est le cas, en France, du PS et de ses satellites PCF et Verts entre 1981 et 2002 et, encore aujourd'hui, à la tête de nombreux exécutifs locaux... Comme c'est le cas, entre autres, pour les peuples grecs, brésiliens ou vénézuéliens avec Tsipras, Lula et Rioussef, Chavez et Maduro...



Nouvelle fuite en avant... ou rupture avec l'économie de marché et la logique du profit ?

La faillite du capitalisme mondialisé, son incapacité à trouver une issue à sa propre crise, l'impasse et les conséquences dramatiques des politiques réformistes, donnent toute son actualité à la révolution sociale.

Seuls les travailleurs et les classes populaires, celles et ceux qui produisent toutes les richesses, peuvent imposer un fonctionnement de l'économie et de la société au profit du plus grand nombre.

Nous ne pourrions stopper la guerre faite aux travailleurs et aux peuples, mettre un terme aux catastrophes sociales, écologiques, financières et guerrières qu'engendrent les appétits d'une poignée de financiers et de parasites qu'en leur contestant le pouvoir.

Actualité de la révolution sociale



«...feste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.»

« L'ouvrier moderne, loin des'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc mani-

festes que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société.»

L'existence et la domination de la classe bourgeoise ont pour condition essentielle l'accumulation de la richesse aux mains des particuliers, la formation et

l'accroissement du Capital; la condition d'existence du capital, c'est le salariat. Le salariat repose exclusivement sur la concurrence des ouvriers entre eux. Le progrès de l'industrie, dont la bourgeoisie est l'agent sans volonté propre et sans résistance, substitue à l'isolement des ouvriers résultant de leur concurrence, leur union révolutionnaire par l'association. Ainsi, le développement de la grande industrie sape, sous les pieds de la bourgeoisie, le terrain même sur lequel elle a établi son système de production et d'appropriation. Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables. »

Manifeste du parti communiste
Marx et Engels - 1847

Cette conclusion de la première partie du *Manifeste du Parti communiste* aurait pu être écrite pour décrire la situation actuelle.

La prolétarianisation de millions de paysans pauvres

La mondialisation impérialiste et libérale a créé une immense classe ouvrière, moderne, implantée dans le monde entier. Dans les pays émergents, en Chine, en Inde, des millions de paysans ont quitté les campagnes réduites à la misère pour trouver un emploi dans les villes.



Les pays riches ne sont pas épargnés. En France, le nombre d'exploitations agricoles est en diminution constante.

Les populations des pays les plus pauvres cherchent dans l'émigration une issue à leur misère, condamnées pour la plupart à grossir les rangs des travailleurs sans papiers dans les grandes métropoles. Tous ces nouveaux prolétaires en quête d'emploi s'entassent dans les bidonvilles qui s'étendent autour des grandes villes.



Bidonvilles autour de Bombay

Une nouvelle classe ouvrière qui s'organise, se révolte

Les conditions d'exploitation auxquelles sont soumis ces travailleurs les conduisent à s'unir pour y résister. En Chine, en Turquie, au Maroc... des milliers de jeunes travailleurs trouvent le chemin de la lutte pour imposer aux multinationales qui les exploitent des augmentations de salaire.



Usine Nike en Chine



Nike - 2015 - 30 000 grévistes pour les salaires

Dans les pays arabes, le printemps de 2011 a été l'expression de la révolte des jeunes et des peuples pour la liberté, la démocratie, pour un travail leur permettant de vivre. Des dictatures ont été emportées en quelques semaines, même si aujourd'hui les classes dominantes ont repris la main parfois de façon particulièrement brutale comme en Egypte.

En Europe, aux Etats Unis, une multitude de mouvements sociaux, de grande ampleur, tentent de résister aux offensives continues des classes dominantes.



Contre la loi El Khomri

La nécessité d'un programme politique pour les luttes

L'évolution des révolutions arabes, comme celles des mouvements des indignés ou l'échec du mouvement contre la loi El Khomri ont montré que pour gagner, les peuples et les travailleurs doivent aller bien au-delà de la lutte pour des revendications démocratiques et sociales.

Cela nécessite de s'attaquer au cœur du problème, aux fondements de la société capitaliste, à la propriété privée des moyens de production et de mettre fin à l'économie de marché. Une condition nécessaire pour sortir de l'impasse du capitalisme.



S'attaquer à ces fondements, c'est nécessairement s'affronter au pouvoir politique, aux Etats dont les institutions sont conçues pour maintenir en place les rapports sociaux, par la loi et par la force auxquelles se heurtent toutes les revendications qui remettent un tant soit peu en cause les intérêts et le pouvoir des classes dominantes.



« Art. 17. La propriété étant un droit inviolable et sacré, nul ne peut en être privé.... »

La loi de la République fonde légalement le salariat, l'exploitation de l'homme par l'homme.



Pour pouvoir vaincre, avoir conscience de l'enjeu véritable du combat de classe

Vaincre ce pouvoir suppose l'agglomération de toutes les luttes partielles, dispersées, en une seule force, convergeant vers un objectif commun. Cela nécessite d'avoir conscience que l'enjeu est, au bout du compte, l'expropriation des grandes sociétés industrielles et des banques, leur socialisation, sous contrôle des travailleurs et de la population.

Les travailleurs organisés auront à renverser l'Etat de la bourgeoisie pour le remplacer par leur propre Etat, fondé sur les organisations démocratiques qu'ils se seront données au cours de leurs luttes.

Cela permettra d'organiser la production et les échanges pour qu'ils répondent enfin aux besoins de chacun, sans gaspillage et dans le respect de l'environnement, en mettant fin à l'économie de marché et en la remplaçant par une planification démocratique de la production et des échanges.

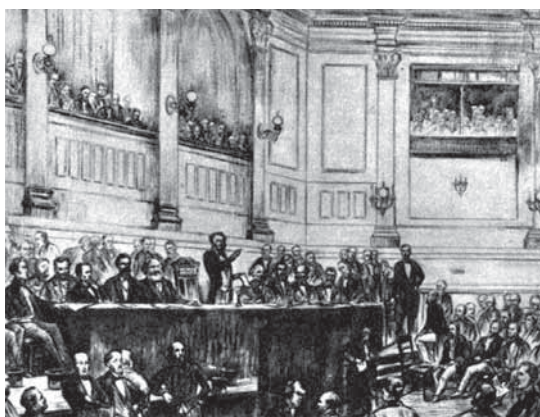
Les bases matérielles d'une révolution mondiale sont aujourd'hui réunies

La globalisation de l'économie a mis les travailleurs du monde entier en concurrence, mais elle a aussi développé comme jamais la division internationale du travail, la coopération des hommes à la production des biens et services qui sont nécessaires à leur existence, par dessus les frontières.



Les progrès techniques gigantesques de ces dernières décennies ont mis en place les moyens matériels sur lesquels s'appuie cette coopération, réseaux informatiques, etc. La perspective internationaliste défendue depuis les origines du mouvement ouvrier révolutionnaire, la perspective d'un monde sans frontières, trouve dans la globalisation de l'économie les conditions de sa réalisation.

Sous le contrôle des capitalistes, ces moyens sont aujourd'hui utilisés dans la seule perspective du profit maximum. Les considérables économies de temps de travail qu'ils génèrent sont transformées en surexploitation pour les uns, chômage pour la grande masse. Substituer à ce contrôle celui des « travailleurs associés », ce sera libérer ces techniques, les mettre au service de tous, mettre fin à l'absurdité des gaspillages colossaux qu'entraîne la concurrence capitaliste, permettre la satisfaction des besoins de tous.



Congrès de fondation de la 1ère internationale - Londres - 1864



La révolution sociale est la seule perspective pour les travailleurs et les peuples pour échapper à la fuite en avant catastrophique dans laquelle les entraîne le capitalisme en faillite.

Le capitalisme a enfanté la classe ouvrière, son propre « fossoyeur », pour reprendre l'expression de Marx, en même temps qu'il a permis le développement des moyens matériels qui rendent aujourd'hui possible une société débarrassée de l'exploitation à l'échelle mondiale.